

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR) entre la
Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des
Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier inscrivent leur action dans la prise en compte de tous sur le territoire, quelle que soit leur nationalité d'origine. Adhérente à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA), Montpellier est engagée dans une dynamique globale d'accueil et d'insertion pour faciliter l'intégration des personnes migrantes sur son territoire. Car si elle relève d'une compétence de l'Etat, la prise en charge des publics réfugiés est une responsabilité pour les collectivités territoriales. Elle nécessite de développer l'accompagnement social et administratif de personnes n'ayant pas les codes d'intégration dans la société. Souvent allophones, leur intégration passe par l'accès à l'emploi, l'école, le logement ou encore le tissu social et associatif.

La Ville de Montpellier et son CCAS renforcent ainsi leur volonté de disposer d'une information globale et complète sur son territoire en lien avec les associations locales (CIMADE, Fondation Abbé Pierre, Secours catholique, Médecins du Monde, Avec Toits, Croix Rouge, AREA, Majie) pour avancer dans la résorption des squats et des bidonvilles.

C'est l'objet de l'étude qui a été confiée à l'association France Terre d'Asile pour la réalisation d'un diagnostic territorial de la situation des migrants. Elle a vocation à venir enrichir les données recueillies par l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) en cours sur Montpellier, les travaux menés dans le cadre des Etats Généraux de la Solidarité ou encore la mission des deux travailleuses sociales recrutées par le CCAS de Montpellier pour aller vers les populations les plus précaires, vivant dans des logements précaires et/ou recourant à l'aide alimentaire. L'ensemble de ces démarches s'inscrivent dans une volonté cohérente d'établir des diagnostics sociaux et territoriaux pour aider l'équipe municipale à définir ses politiques publiques en matière d'action sociale et de solidarités.

Cette dynamique s'étoffe aujourd'hui par le souhait de doter Montpellier d'un Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR), signé entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier.

Les CTAIR sont nés d'une démarche innovante de la DIAIR. Ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour améliorer les conditions de vie des personnes bénéficiaires de la protection internationale autour de thématiques qui suivent les priorités de la stratégie nationale d'intégration des réfugiés.

La Ville de Montpellier s'est engagée pour l'accueil des exilés d'Afghanistan durant l'année 2021 et démontre ainsi sa capacité à mobiliser des ressources indispensables sur les problématiques du logement et de l'intégration dans un contexte d'urgence humanitaire critique.

En 2020, 327 personnes réfugiées étaient recensées en file active à Montpellier au sein du parcours ACCELAIR, porté par l'association Forum Réfugiés et permettant un accompagnement global sur le plan du logement, du travail et de la citoyenneté. Ce chiffre supérieur au nombre de personnes réfugiées arrivées dans l'année sur le Département traduit l'engorgement du dispositif d'accompagnement global dû en partie à une difficulté d'accéder aux solutions de logement.

A partir d'un diagnostic partagé, la Ville de Montpellier s'engage, par la signature de ce CTAIR, à la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale en complément des outils déjà existants. L'enveloppe mobilisable au niveau des services de l'Etat est de 200 000 € avec une participation à la carte des collectivités et la valorisation de l'existant.

Il s'agit d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires de la protection internationale en levant les freins à leur intégration et en améliorant leurs conditions d'accueil. Pour cela, au plan national, 7 enjeux ont été identifiés pour asseoir la contractualisation avec les territoires.

Le présent CTAIR est basé sur un diagnostic territorial partagé entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat qui a permis d'identifier 4 axes principaux d'intervention parmi 7 enjeux nationaux :

- Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle ;
- Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants ;
- Faciliter l'accès au logement digne ;
- Encourager l'exercice de la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire.

Ces axes principaux d'intervention sont pensés dans une logique de parcours facilitant l'intégration des réfugiés accueillis sur le territoire montpelliérain via des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants organisés autour de l'apprentissage de la langue française à visée professionnalisante, orientés vers des métiers en tension et accompagnés d'un volet consacré à l'inclusion sociale et citoyenne au sein de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 3 décembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 décembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat
- Contractualisation_CTAIR_16112021.docx
- Axes_CTAIR_16112021.docx
- convention_de_reversement_CTAIR_2021_v4_CCAS.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211130-174031A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/12/21
Réception en Préfecture : 03/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.